

present Finance Minister when he had formerly been in office. Not a man who took the stump in defence of the Government, of which the member for Sherbrooke formed a part, who did not take that ground in his defence and had to defend him (Sir Alexander) against the sins and iniquities of the present Finance Minister, to which he had fallen heir. It was strange that when the Finance Minister took office, if he was a Reformer, that he could not get a Reformer to resign in his favour, but had to get a Conservative to do so in a Conservative county. Galt's action in resigning on the Clergy Reserve question was quite intelligible to those who knew that it had been kept as a stalking horse for 25 years, and would never have been settled but for the Minister of Justice and his friends who grappled with the subject, and settled the question equitably to all parties. He demanded that the charges against Messrs. Howe and Langevin should be explained, for if guilty of a tithe of what they were accused, they should be dismissed by their colleagues; if they supported them, they should all be driven out of office.

**Hon. Mr. Howe** was about to speak when **Mr. Mackenzie** said the ministerial explanations should be separated from the real debate on the Address, which it was almost too late to discuss at that hour.

**Hon. Mr. Howe** said he would be judged by his acts, and not by the slanders of the last few weeks. When the papers came down he would be ready to meet his slanderers.

The first clauses of the Address were passed. On the one referring to the North-West being put,

**Mr. Masson (Terrebonne)** expressed his dissatisfaction at the position taken by the Government, in reference to the North-West, and stated that on the introduction of the resolutions for an address to Her Majesty for the acquisition of the North-West in 1867, the Government had been asked to delay the matter at least until the second part of the session, a period of about two months, in order to afford the members an opportunity of well considering the question which might in the future involve us in great difficulties with the Indians, and be a source of enormous expense to the country. The answer given was, that no time could be lost, as the Americans were pouring into the country, and as any delay on our part would result in the annexation of those Territories to the United States, who were only watching an occasion. Over two years had

pois des erreurs commises par l'actuel ministre des Finances pendant qu'il remplissait son mandat antérieur. Parmi les défenseurs ardents du Gouvernement, qui comptaient dans leurs rangs le député de Sherbrooke, il ne s'en est pas trouvé un seul qui n'ait invoqué ce motif pour défendre sir Alexander Galt; ces gens devaient le défendre contre les fautes et les iniquités que lui laissait en partage le présent ministre des Finances. Il est curieux qu'au moment d'accepter son porte-feuille, ce ministre, s'il était bien un réformiste, n'ait pu trouver un réformiste pour démissionner en sa faveur et qu'il ait dû demander à un député d'un comté conservateur de le faire. La démission de sir Galt sur la question des biens du clergé est tout à fait compréhensible puisqu'on sait que cette question sert de prétexte depuis 25 ans; elle n'aurait d'ailleurs jamais été tranchée, sans l'intervention du ministre de la Justice et de ses amis qui s'y sont attaqués et qui l'ont réglée en respectant les droits de tous les partis. Il exige que les chefs d'accusation portés contre MM. Howe et Langevin soient expliqués, car si ces derniers sont coupables du dixième de ce que l'on allègue, ils doivent être démis de leurs fonctions par leurs collègues. En cas de refus, il faudrait alors tous les révoquer.

L'honorable **M. Howe** est sur le point de prendre la parole quand **M. Mackenzie** déclare qu'il faut dissocier les explications des ministres du véritable débat sur l'Adresse qu'il est d'ailleurs déjà presque trop tard pour discuter.

L'honorable **M. Howe** dit qu'on le jugera sur ses actes et non d'après les calomnies des dernières semaines. Il sera prêt à affronter ses diffamateurs, lors du dépôt des documents.

Les premiers articles de l'Adresse sont adoptés et la question du Nord-Ouest est mise aux voix.

**M. Masson (Terrebonne)** manifeste son mécontentement devant la position du Gouvernement au sujet du Nord-Ouest et rappelle qu'au moment d'introduire la résolution d'une adresse à Sa Majesté concernant l'acquisition des Territoires, en 1867, on avait demandé au Gouvernement d'attendre au moins la deuxième partie de la session, soit environ deux mois, avant de reprendre l'étude de la question; ce délai devait permettre aux députés d'examiner attentivement cette affaire qui revêtait une grande importance puisqu'elle pouvait dans l'avenir nous mettre en difficulté avec les Indiens et entraîner le pays dans de grandes dépenses. On s'est fait dire qu'il n'y avait pas un instant à perdre car les Américains affluaient dans le pays et qu'un délai, si bref fût-il, fournirait aux États-Unis l'occasion tant attendue d'annexer ces Territoires. Deux